

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	900 fr.	500 fr.
Etranger	1200 fr.	650 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 50 fr.
Par porteur ou par la poste :
Togo, France et Colonies : 65 fr.
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

la ligne	50 f
Minimum	200 f
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	200 f

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1956

4 septembre — N° 767-56/AP. — Arrêté fixant la liste des circonscriptions électorales . . . 1

Actes de la Délégation Générale au Referendum

1956

31 août — N° 1/DG/RT. — Arrêté nommant et affectant des administrateurs chargés de mission pour le referendum . . . 2

31 août — N° 2/DG/RT. — Arrêté nommant et affectant des délégués assistants au referendum . . . 2

4 septembre — N° 3/DG/RT. — Arrêté donnant délégation aux chargés de mission au referendum . . . 3

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et Communications

Avis au public (Listes électorales pour le referendum du 24 août 1956) . . . 3

Note du Délégué Général au referendum . . . 3

Instruction générale du Délégué Général au referendum . . 4

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR LOCAL

ARRETE N° 767-56/AP du 4 septembre 1956 fixant la liste des circonscriptions électorales.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu le décret n° 56-848, également en date du 24 août 1956 fixant la date et les modalités du referendum prévu pour le Togo par l'article 8 de la loi du 23 juin 1956;

Vu ensemble, les arrêtés n° 745-56 et 746-56/C. en date du 29 août 1956 promulguant au Togo les décrets n° 56-847 et 56-848 du 24 août 1956 susvisés;

Conformément aux propositions du Délégué Général du Referendum;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les circonscriptions électorales dans lesquelles les électeurs sont appelés à se prononcer sur le referendum ouvert le 28 octobre 1956 sont les suivantes :

Commune mixte de Lomé,
Cercle de Lomé,
Commune mixte d'Anécho,
Cercle d'Anécho moins la subdivision de Tabligbo,
Subdivision de Tabligbo,
Commune mixte de Tsévié,
Cercle de Tsévié,
Commune mixte de Palimé,
Cercle de Klouto,
Commune mixte de Sokodé,
Cercle de Sokodé,

Commune mixte d'Atakpamé,
Cercle d'Atakpamé, moins les subdivisions d'Akposso et Nuatja,

Subdivision d'Akposso,
Subdivision de Nuatja,
Commune mixte de Bassari,
Cercle de Bassari,
Cercle de Lama-Kara, moins la subdivision de Niamtougou,

Subdivision de Niamtougou.
Cercle de Sansanné Mango, moins les subdivisions de Kandé,

Subdivision de Kandé,
Cercle de Dapango,

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans tous les Bureaux des circonscriptions administratives et les P.T.T. de la République.

Lomé, le 4 septembre 1956.

J. BÉRARD.

Actes de la Délégation Générale au Referendum

ARRETE N° 1/DG/RT du 31 août 1956 nommant des Administrateurs chargés de mission pour le referendum.

Vu le décret n° 56-848 du 24 août 1956 fixant la date et les modalités du referendum prévu pour le Togo, notamment son article 3;

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés chargés de mission au referendum du Togo :

MM. Agostini Marcel, Administrateur en chef de classe exceptionnelle,

Bonthonneaux Pierre, Administrateur en chef de classe exceptionnelle,

Corbin Yves, Administrateur en chef 3^e échelon,

Accart Max, Administrateur en chef 3^e échelon,

Anrès Michel, Administrateur F.O.M. 3^e échelon,

Blanchard René, Administrateur F.O.M. 3^e échelon,

Hervouet Honoré, Administrateur F.O.M. 3^e échelon,

Le Guen André, Administrateur F.O.M. 3^e échelon,

Clément Robert, Administrateur F.O.M. 2^e échelon,

Hornac Jean, Administrateur F.O.M. 2^e échelon,

Mazarguil Jean, Administrateur F.O.M. 2^e échelon.

Blanc Paul, Administrateur F.O.M. 1^{er} échelon,

Salmon Guy, Administrateur Adjoint F.O.M. 4^e échelon.

ART. 2. — Ils reçoivent les affectations suivantes :

MM. Agostini Marcel, Cercle et commune d'Anécho.
Bonthonneaux Pierre, Cercle et commune de Lomé.

Corbin Yves, Cercle de Klouto et commune de Palimé.

Accart Max, Cercle et commune de Sokodé.
Anrès Michel, Cercle de Sansanné-Mango.
Blanchard René, Subdivision de Nuatja.
Hervouet Honoré, Cercle et commune de Tsévié.

Le Guen André, Cercle de Lama-Kara.
Clément Robert, Cercle de Dapango.
Hornac Jean, Cercle et commune d'Atakpamé.
Blanc Paul, Subdivision de Tabligbo.
Salmon Guy, Subdivision de Niamtougou.

ART. 3. — Le présent arrêté portera effet du 1^{er} septembre 1956.

Fait à Lomé, le 31 août 1956.

Guy PERIER DE FERAL.

ARRETE N° 2/DG/RT du 31 août 1956 nommant et affectant des délégués assistants au referendum.

Vu le décret n° 56-848 du 24 août 1956 fixant la date et les modalités du referendum prévu pour le Togo par l'article 8 de la loi du 23 juin 1956;

ARTICLE PREMIER. — Est nommé adjoint au Délégué Général au Referendum du Togo :

M. Landron Pierre, Conseiller d'Etat.

ART. 2. — Sont nommés délégués assistants au Referendum du Togo :

MM. Beraud René Christian, Magistrat
Chabrand, Magistrat

Franck Pierre, Magistrat

Guillaume Michel, Auditeur de 1^{re} classe au Conseil d'Etat

Hourtoulle Jean, Magistrat

Pirot, Auditeur de 1^{re} classe de la Cour des Comptes

Pucheux, Magistrat.

ART. 3. — Sont affectés en qualité d'observateurs dans les circonscriptions suivantes :

MM. Beraud, Cercle et commune mixte de Bassari
Chabrand, Cercle de Lama-Kara

Franck, Cercle de Dapango

Guillaume, Cercle de Mango

Hourtoulle, Cercle de Klouto et commune mixte de Palimé

Pirot, Cercle et commune mixte d'Anécho

Pucheux, Cercle et commune mixte de Sokodé.

ART. 4. — M. Landron; Adjoint au Délégué Général; assurera provisoirement les fonctions de délégué assistant; observateur du Cercle et de la commune mixte de Lomé.

ART. 5. — Le présent arrêté aura effet le 1^{er} septembre 1956.

Lomé, le 31 août 1956.

Guy PERIER DE FÉRAL.

ARRÊTE No 3/DG/RT donnant délégation aux chargés de mission au referendum.

Vu, le décret n° 56-848 du 24 août 1956 fixant la date et les modalités du referendum prévu pour le Togo par l'article 8 de la loi du 23 juin 1956, notamment ses articles 10, 12 et 20;

ARTICLE PREMIER. — Délégation est donnée aux chargés de mission pour le Referendum, chacun en la circonscription électorale à laquelle il est affecté, à l'effet d'une part, de pourvoir au nom du Délégué Général à la désignation des présidents des commissions de distribution des cartes de participation au referendum et à la formation de ces commissions, d'autre part d'arrêter la liste des bureaux de vote, de pourvoir à la désignation des présidents et des assesseurs des dits bureaux et d'attribuer aux partis politiques les emplacements spéciaux réservés à l'apposition des affiches électorales.

ART. 2. — Ils enregistrent chacun, dans l'ordre chronologique les décisions qu'ils auront prises à cet effet.

Lomé, le 4 septembre 1956.

Guy PERIER DE FÉRAL.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

AVIS AU PUBLIC

Listes électorales pour le referendum

Inscriptions et radiations

Le Conseiller d'Etat, Délégué Général au Referendum, informe la population du Togo :

Que le Referendum prévu par le décret du 24 août 1956 a lieu au Suffrage Universel;

Que la liste électorale a été publiée dans chaque circonscription le 1^{er} septembre;

Que les personnes des deux sexes, âgées de 21 ans accomplis inscrites sur la liste électorale, ou qui y seront inscrites comme il va être dit ci-après, sont appelées à participer au Referendum :

Toute personne omise peut demander son inscription sur la liste électorale soit personnellement soit par l'intermédiaire d'une personne déjà inscrite sur la liste;

Toute personne inscrite sur la liste électorale peut demander la radiation d'une personne qui y serait indûment inscrite;

Que les demandes en inscription ou en radiation accompagnées des pièces justificatives nécessaires sont reçues du 10 au 25 septembre 1956 soit à la justice de paix soit respectivement au siège de la commune, du cercle ou de la subdivision;

Qu'elles seront examinées par le Juge de paix compétent dans un délai de 15 jours et au plus tard le 10 octobre 1956;

Qu'à la date du 12 octobre la liste électorale sera à nouveau dressée et définitivement arrêtée.

Le Délégué Général au Referendum invite les électeurs :

1^o — à vérifier par eux-mêmes ou à faire vérifier par un autre électeur s'ils sont bien inscrits sur la liste électorale publiée le 1^{er} septembre;

2^o — au cas d'omission, à demander dans le délai limite ouvert du 10 au 25 septembre, leur inscription sur la liste électorale;

3^o — à demander le cas échéant, dans les mêmes conditions et délais la radiation des personnes qui seraient indûment inscrites sur la liste électorale.

Guy Périer de Féral.

NOTE DU DELEGUÉ GÉNÉRAL

Le délégué Général au Referendum soucieux de faciliter les demandes que la population pourrait avoir à faire au sujet de l'inscription ou de la radiation sur les listes électorales, a fait établir les modèles de requêtes ci-dessous :

Requête à Monsieur le Juge de Paix

Le soussigné :

Nom

Prénoms

A l'honneur de solliciter de Monsieur le Juge de Paix de son inscription par application de l'article 6 du décret du 24 août 1956 sur les listes électorales de la Commune, Cercle, Subdivision de :

(rayer les mentions inutiles)

Il expose qu'il est né en l'année 19 , au mois de , le , à

Fils de

(Nom du père)

et de :

(Nom de la mère)

qu'il exerce la profession de :

Qu'il est domicilié à

Quartier ou village de

depuis plus de six mois

Et produit les pièces suivantes :

Observations complémentaires :

Affirmé sincère et véritable.

Fait à le

Signature ou empreinte du pouce gauche.

Requête à Monsieur le Juge de Paix

Le soussigné

Nom

Prénoms

Domicilié à

Commune, Cercle, Subdivision de :

Quartier ou village de

(rayer les mentions inutiles)

Electeur inscrit sur la liste électorale de

Sous le N°

A l'honneur de solliciter de Monsieur le Juge de Paix de la radiation par application de l'article 6 du décret du 24 août 1956 du sieur ou de la dame

Nom

Prénoms

Domicilié à

Inscrit sur la même liste électorale de

Sous le N°

Aux motifs d'indue inscription ci-dessous exposés

Pièces jointes (le cas échéant)

Affirmé sincère et véritable.

Fait à le

Signature ou empreinte du pouce gauche.

Les modèles sont déposés au secrétariat des Justices de Paix, des communes, cercles ou subdivisions où chacun peut les demander.

Instruction générale **du Délégué Général au Referendum**

Au moment où les listes électorales du Togo se trouvent publiées en vue du referendum du 28 octobre 1956 et où une procédure spéciale de révision de ces listes est ouverte, il m'apparaît nécessaire de rappeler les principales dispositions applicables, relativement à la composition du collège électoral.

TITRE I**Conditions d'Inscription :**

Participent au referendum les personnes des deux sexes âgées de 21 ans accomplis, inscrites sur les listes électorales du Togo.

Les listes comprennent dans chaque commune ou section électorale et dans chaque circonscription administrative :

1 — Tous les électeurs, citoyens togolais et nationaux français, jouissant de leurs droits civils et politiques, qui ont leur domicile réel dans la commune ou dans la circonscription administrative ou y habitent depuis six mois au moins.

2 — Ceux qui figurent pour la cinquième fois sans interruption au rôle des contributions directes, et, s'ils ne résident pas dans la commune ou dans la circonscription administrative, ont déclaré vouloir y exercer leurs droits électoraux.

3 — Ceux qui sont assujettis à une résidence obligatoire dans la commune ou dans la circonscription administrative en qualité de fonctionnaires publics.

Sont également inscrits les citoyens qui, ne remplissant pas les conditions d'âge et de résidence ci-dessus indiquées, les rempliront avant le 27 octobre 1956.

L'absence de la commune ou de la circonscription administrative résultant de l'accomplissement d'obligations militaires ne porte aucune atteinte aux règles ci-dessus édictées pour l'inscription sur les listes électorales.

Les citoyens établis à l'étranger et immatriculés dans les consulats de France sont inscrits, sur leur demande, soit sur la liste électorale de la commune ou de la circonscription administrative de leur dernier domicile ou de leur dernière résidence au Togo, à condition dans ce dernier cas, qu'ils y aient résidé six mois au moins, soit sur la liste électorale de leur commune ou de leur circonscription administrative de naissance.

Les militaires des armées de terre, de mer et de l'air en service au Togo sont électeurs et sont inscrits sur les listes électorales dans les mêmes conditions que les civils s'ils remplissent l'une des trois conditions précisées plus haut. Ceux qui ne remplissent aucune de ces conditions peuvent demander leur inscription sur la liste électorale :

a — de la commune ou de la circonscription administrative de leur naissance, s'ils sont nés au Togo;

b — de la commune de Lomé, s'ils sont nés hors du Togo.

Nul ne peut être inscrit sur plusieurs listes électorales.

TITRE II**Incapacités Electorales :**

Les étrangers naturalisés français ne peuvent être inscrits sur la liste électorale qu'à l'expiration d'un délai de cinq années à dater du décret de naturalisation, à moins qu'ils n'aient accompli effectivement le temps de service actif dans l'armée française correspondant aux obligations de leur classe d'âge.

La femme étrangère qui a acquis la nationalité française par mariage, ne peut être inscrite sur la liste électorale qu'à l'expiration d'un délai de six mois après la célébration du mariage.

Ne doivent pas être inscrits sur la liste électorale :

1 — Les individus condamnés pour crime;

2 — Ceux condamnés à une peine d'emprisonnement sans sursis, ou à une peine d'emprisonnement avec sursis d'une durée supérieure à un mois, assortie, ou non, d'une amende pour vol, escroquerie ou abus de confiance, délits punis des peines de vol, de l'escroquerie ou de l'abus de confiance, soustraction commise par les dépositaires de deniers publics, faux témoignage, faux certificat prévu par l'article 161 du Code Pénal, corruption et trafic d'influence prévus par les articles 177, 178 et 179 du Code Pénal, ou attentats aux mœurs prévus par les articles 330, 331, 334 et 334 bis du Code Pénal :

3 — Ceux condamnés à plus de trois mois d'emprisonnement sans sursis ou à une peine d'emprisonnement

ment d'une durée supérieure à six mois avec sursis pour un délit autre que ceux énumérés au 2/ ci-dessus;

4 — Ceux qui sont en état de contumace;

5 — Les faillis non réhabilités dont la faillite a été déclarée soit par les tribunaux français, soit par un jugement rendu à l'étranger mais exécutoire au Togo;

6 — Les interdits.

Ne doivent pas être inscrits sur les listes électorales pendant un délai de cinq années à compter de la date à laquelle la condamnation est devenue définitive les condamnés, soit pour un délit visé au 3/ ci-dessus à une peine d'emprisonnement sans sursis égale ou supérieure à un mois et inférieure ou égale à trois mois, ou à une peine d'emprisonnement avec sursis égale ou supérieure à trois mois et inférieure ou égale à six mois, soit pour un délit quelconque à une amende sans sursis supérieure à 200.000 francs.

Toutefois :

1° — Les tribunaux en prononçant les condamnations ci-dessus visées peuvent avoir relevé les condamnés de cette privation temporaire du droit de vote;

2° — Les condamnations pour délits d'imprudence, hors le cas du délit de fuite concomitant n'empêchent pas l'inscription sur la liste électorale.

3° — Il en est de même des condamnations prononcées pour infractions, autres que les infractions à la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés, qui sont qualifiées délits mais dont cependant la répression n'est pas subordonnée à la preuve de la mauvaise foi de leurs auteurs et qui ne sont passibles que d'une amende.

Ne doivent pas être inscrits sur la liste électorale pendant un délai de cinq années à compter de la date à laquelle la condamnation est devenue définitive les individus condamnés à une peine supérieure à 6 jours d'emprisonnement en application du décret du 3 août 1942 relatif à la répression de la fabrication, de la circulation et du trafic des publications obscènes. Toutefois la limitation de l'incapacité à cinq années ne sera pas applicable si le condamné était en état de récidive.

Ne doivent pas être inscrits sur la liste électorale pendant le délai fixé par le jugement ceux auxquels les tribunaux ont expressément interdit le droit de vote par application des lois qui autorisent une telle interdiction.

Lomé, le 6 septembre 1956.

Guy PERIER DE FERAIL.